

Report des résultats préliminaires de la présidentielle en RD Congo

@rib News, 05/01/2019 Source Reuters Les résultats provisoires de l'élection présidentielle qui s'est tenue le 30 décembre en République démocratique du Congo (RDC) ne seront pas publiés ce dimanche comme cela était initialement prévu, a confirmé samedi à l'agence Reuters le président de la commission électorale.

"Il ne sera pas possible d'annoncer les résultats demain", a déclaré Corneille Nangaa, expliquant que la CENI n'avait reçu que 47% des procès-verbaux établis dans les bureaux de vote. Il a ajouté ignorer quand les résultats seraient prêts à être diffusés. Ce report ne constitue pas une surprise, la commission électorale ayant laissé entendre cette semaine qu'elle ne pourrait peut-être respecter le calendrier prévu, mais sa confirmation est une pierre de plus dans l'organisation de ce scrutin crucial. L'élection de dimanche dernier doit en effet permettre la première transition pacifique du pouvoir dans l'histoire de la RDC dont le président sortant, Joseph Kabila, en place depuis 2001, avait décidé de ne pas se représenter. La situation s'est tendue avec des irrégularités signalées par des observateurs, interprétées par l'opposition comme le signe d'une manipulation électorale organisée par le pouvoir en faveur du candidat soutenu par Kabila, son ancien ministre de l'Intérieur Emmanuel Ramazani Shadary. Les retards pris dans la compilation des résultats ne sont pas de nature à calmer les esprits alors que l'opposition, représentée par deux principaux candidats, Martin Fayulu et Felix Tshisekedi, et la coalition au pouvoir ont chacune revendiqué la victoire. L'Eglise catholique de RDC, qui avait déployé 40.000 observateurs pour surveiller le scrutin, a déclaré jeudi que ses comptes "consacraient" la victoire d'un candidat mais la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) n'a pas pris son identité. Une réunion se tiendra dimanche à la CENI pour amender le calendrier de publication des résultats. En l'état, la proclamation des résultats définitifs est fixée au 15 janvier et l'investiture du successeur de Kabila prévue le 18. Le Conseil de sécurité divisé face aux tensions en RDC Le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté l'attitude adoptée face à la situation en République démocratique du Congo (RDC), où les tensions s'exacerbent à l'approche de l'annonce des résultats de l'élection présidentielle du 30 décembre. Les quinze se sont réunis vendredi huis clos à la demande de la France pour faire le point mais ne sont pas parvenus à s'entendre sur une déclaration commune, précise un rapport interne que Reuters a pu consulter. Les Etats-Unis ont condamné le manque de transparence du scrutin de dimanche dernier alors que la Chine, investisseur majeur dans le pays, a salué son déroulement. Les membres du Conseil de sécurité ont "divergé dans leur appréciation des problèmes qui entourent le processus et ils étaient divisés sur la question de savoir si le Conseil devait faire une déclaration à la presse", note le rapport. L'élection présidentielle du 30 décembre doit ouvrir la voie au premier transfert démocratique du pouvoir dans l'histoire de la RDC, Joseph Kabila, au pouvoir depuis 2001, ayant décidé de ne pas se représenter en application des dispositions sur la limitation des mandats présidentiels. Les deux candidats de l'opposition - Martin Fayulu et Félix Tshisekedi - ainsi que celui soutenu par le pouvoir en place - Emmanuel Ramazani Shadary - ont revendiqué la victoire. La commission électorale nationale indépendante (Ceni) devait diffuser ce dimanche des résultats provisoires, mais a annoncé qu'elle ne pourrait peut-être pas tenir les délais en invoquant des retards dans la compilation des procès-verbaux des bureaux de vote. Entretemps, les autorités ont coupé l'accès à internet et bloqué plusieurs médias, dont Radio France Internationale (RFI) afin d'éviter, selon un conseiller de Kabila, la diffusion et la propagation de faux résultats. Lors de la réunion du Conseil vendredi, la France a plaidé pour la publication d'une déclaration appelant au calme et reconnaissant que les électeurs congolais avaient pu exercer leur droit de vote dimanche dernier tout en critiquant la coupure d'internet et le blocage des médias. Cette initiative a été soutenue par plusieurs pays dont les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, le Canada et l'Ivoire et la Belgique, ancienne puissance coloniale. Mais l'Afrique du Sud, alliée de longue date de Joseph Kabila, a jugé que cette déclaration pourrait "enflammer" la situation si elle devait être publiée avant l'annonce des résultats. La Russie a estimé qu'elle pourrait être considérée comme une tentative d'influencer l'opinion publique et la Chine a salué la manière dont les élections ont été conduites.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});